

# RÉSISTANCE SOCIALE

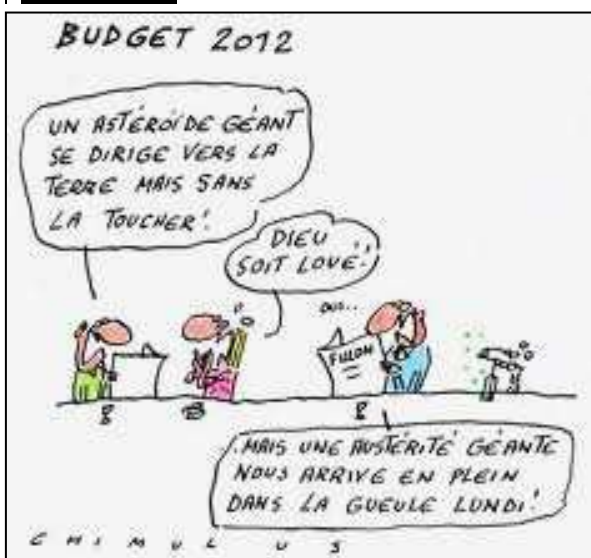
" La République sera sociale ou ne sera pas ! " J. Jaurès



## SOMMAIRE

p1 et 2 : L'édito / p2 : Solidarité internationale / p3 à 5 : « Crise », « dette », ... Quelles causes, quelles alternatives ? / p6 et 7 : Actualité sociale / p8 : Coup de gueule

## L'ÉDITO



Nouveau plan d'austérité en France. L'encre du dernier est à peine sèche que voilà le gouvernement annonçant de nouvelles mesures de rigueur censées permettre à la France de conserver son triple A, en « rassurant les marchés financiers » (sic). Motif : la croissance serait moins forte que prévu en 2012. Alors, on augmente la TVA dans la restauration et pour tous les produits assujettis au taux de 5,5 % y compris le livre et la culture - à part les produits dits de première nécessité, on allonge le nombre de trimestres nécessaires pour partir en retraite pour celles et ceux nés après 1956, on rabote encore une fois les prestations sociales et familiales (pas de revalorisation), on restreint les conditions d'accès au prêt à taux zéro, pour ceux qui voudraient construire, on supprime les aides à l'amélioration écologique des habitations, ... Et on réfléchit à l'instauration d'une nouvelle journée de solidarité, manière déguisée de

revenir sur les 35 heures pour ceux qui en bénéficient encore. Mais attention, pas touche aux assujettis à l'impôt sur la fortune ni à ceux qui bénéficieront encore du bouclier fiscal en 2012 ! Faudrait pas mécontenter ce qui reste de la clientèle électorale de Sarkozy, et les amis du Fouquet's quand même ... Dans le même registre, notons que l'une des mesures du dernier plan - une taxe sur les chambres hôtelières à plus de 200 euros la nuit - a finalement été abandonnée. A propos, on nous avait dit que le Président bling bling avait laissé la place à un autre homme, plus respectueux de sa fonction. Quand on voit le prix de la suite qu'il s'est octroyée pour le G20 de Nice, on peut sérieusement en douter (37 000 euros !).

Et tout ça pour pas grand-chose puisque le G20 n'a servi à rien. Enfin, pas tout à fait : ça a permis à Sarkozy et Merkel de faire capoter le projet de référendum en Grèce et d'obliger Papandréou et Berlusconi à se transformer en bourgeois de Calais, robe de bure et corde au cou. Exit donc Papandréou et Berlusconi, après Socrates au Portugal et quelques autres et sans doute avant Zapatero en Espagne. La différence est que Socrates a été viré à la suite d'une consultation du peuple ! On ne pleurera pas Berlusconi. Quant à Papandréou, ce velléitaire a raté l'occasion de se conduire dignement en allant devant le peuple. Comment qualifier son attitude : leader du parti socialiste européen, il accepte de se retirer sans la moindre consultation du peuple pour laisser la place à un gouvernement où siègera la droite, et l'extrême droite, ce qui n'était pas arrivé depuis la chute des colonels en 1974 ?

Voilà donc Berlusconi et Papandréou remplacés par des technocrates se prenant pour de brillants économistes et ayant comme particularité d'avoir été membres du directoire de la BCE ou de la Commission européenne. Belle victoire des marchés financiers !

(suite page 2)

**L'ÉDITO (suite)**

Pas sûr pourtant que ces nominations suffisent à ramener le calme, car les plans d'austérité imposés aux peuples européens portent leurs fruits : la récession généralisée en Europe. Résultat : les rentrées fiscales diminuant de même que la richesse produite, les déficits ne vont pas s'améliorer, au contraire ! On le voit en Grèce : malgré ou plutôt à cause des plans d'austérité, la dette est passée de 129 % du PIB en 2009 à 160 % du PIB en 2010 ! L'aveuglement des marchés et des dirigeants européens est sidérant, même d'un point de vue capitaliste ! Ils envoient les peuples dans le mur en répétant partout qu'ils veulent améliorer la croissance, comme le disait il n'y a pas si longtemps le FMI avec sa politique en Argentine. Le peuple argentin, lui, a fini par se révolter et par chasser ces sangsues qui le condamnaient à mourir à petit feu. Espérons qu'il en ira de même en Europe et d'abord en France en 2012.

Mais même si l'alternance devait se produire, nous devons rester vigilants.

Résistance Sociale soutiendra bien sûr les initiatives qui ne devraient pas manquer de se produire contre cet énième plan gouvernemental, car les élections d'avril/mai 2012 ne seront pas l'alpha et l'oméga de la « sortie de crise ».

Ce qui ne nous empêchera pas de travailler à ce que, contrairement à ce qui s'est passé en 2002 et 2007, les questions économiques et sociales soient au centre des débats lors de la prochaine présidentielle.

**Marinette BACHE**

## SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

*Par Emilie KERDUJAL*

### **ALLEMAGNE**

Manifestations le 12 novembre dans tout le pays contre le pouvoir des banques.

### **BELGIQUE**

Le 3 novembre, le bancassureur ING a déclaré vouloir supprimer 2.000 emplois internes à plein temps et 700 externes. La suppression d'emplois devrait concerner essentiellement des branches administratives du groupe. ING emploie actuellement environ 19.000 personnes. Le groupe a enregistré au troisième trimestre un résultat net de 1,69 milliard d'euros, soit environ sept fois supérieur à celui du troisième trimestre 2010 (239 millions d'euros).

### **ITALIE**

Nouveau plan d'austérité adopté par le Parlement avant la démission de Silvio Berlusconi. Ce plan prévoit notamment une augmentation de l'âge de départ à la retraite d'ici 2026, la cession au privé d'entreprises publiques, l'assouplissement des règles de licenciement économique et des règles de mobilité pour les fonctionnaires. D'autres mesures sont prévues pour démanteler encore plus le droit du travail.

### **ÉTATS-UNIS**

Nouveau record du nombre de pauvres aux États-Unis : 49 millions, dont 20,5 millions très

pauvres.

Victoire importante pour les syndicats de l'État de Wisconsin avec le rejet en appel par la justice d'une loi visant à restreindre les droits des fonctionnaires de l'État.

### **PORTUGAL**

Manifestations des fonctionnaires et des militaires le 12 novembre pour protester contre les mesures prises par le gouvernement avec notamment la suppression des 13<sup>ème</sup> et 14<sup>ème</sup> mois pour les fonctionnaires et retraités qui gagnent plus de 1000 euros mensuels et l'arrêt des promotions pour les militaires. Mesures également contre les salariés du privé avec l'allongement d'une demi-heure de la durée quotidienne de travail. La récession menace pourtant et le chômage devrait augmenter à 13,4% de la population active en 2012.

### **CHINE**

Nouveaux accidents de mines en Chine. A signaler qu'en 2010 plus de 2400 mineurs ont trouvé la mort au fond des mines.

### **ESPAGNE**

Manifestation des « Indignés » en Espagne à une semaine des élections législatives qui devraient permettre à la droite de revenir au pouvoir.

## PLACE AU DÉBAT

Vous trouverez ci-dessous un article de notre secrétaire général, Jean-Claude CHAILLEY, sur la situation économique en France et en Europe. Cette situation amène à se poser de nombreuses questions dont nous espérons qu'elles seront sur la table à l'occasion des prochaines élections présidentielle et législatives. Nous ouvrons le débat. Même si nous n'envisageons pas de nous prononcer pour un ou une candidat(e) lors du 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle, nous comptons bien apporter nos propres réponses le moment venu. Nous vous invitons par ailleurs à signer la pétition initiée notamment par ATTAC, « **pour un audit citoyen de la dette** », en ligne sur notre site [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)

Le CA de Réso.

### « CRISE », « DETTE », ... QUELLES CAUSES, QUELLES ALTERNATIVES ?

Par Jean-Claude CHAILLEY

Après la crise, la dette, le triple A, les « hypothèses » de croissance, revues à la baisse tous les 15 jours, sont les nouveaux prétextes à l'austérité. **Ça suffit !** Pourquoi en est-on arrivé là, quelles sont les options ?

#### UNE CRISE « SYSTÉMIQUE » GRAVISSIME qui a son origine dans la mondialisation libérale contre les modèles sociaux

Nous sommes toujours dans la phase de mondialisation ouverte dans les années 80 par Reagan et Thatcher : libéralisation, déréglementation, privatisations, libre échange, concurrence généralisée, notamment entre salariés. Depuis, les crises se sont multipliées mais celle-ci est de loin la plus grave.

La déréglementation, ce n'est pas que la libre circulation des capitaux, des produits dérivés opaques, l'abandon du contrôle des changes, ...  
C'est aussi le libre échange, l'achèvement du marché intérieur, l'harmonisation...  
C'est aussi la réduction, presque à néant, du pouvoir des peuples, des Parlements et gouvernements nationaux rendus impuissants face aux multinationales.  
La mondialisation libérale c'est l'opposé de l'internationalisme de Jaurès.

La France aussi, après des mesures positives de « rupture avec le capitalisme » en 1981 (retraite à 60 ans, large plan de nationalisations, 39 heures ...), s'est coulée dans ce moule dès 1983 avec la « parenthèse » libérale, pour aller vers l'Acte unique européen (1986) et le Traité de Maastricht (1992).

S'ensuivent 30 années de privatisations, désindustrialisation, montée du chômage, de la pauvreté de masse. La part des salaires dans la valeur ajoutée baisse (6 à 10 points selon les estimations, soit 120 à 200 mds € / an !).

**Les bas salaires cause de la crise ? La preuve par la Grèce :**  
Le taux de rémunération en Grèce est un des plus bas de l'Europe des 17.  
**L'austérité n'est pas la solution, c'est la cause.**

Le cercle vicieux : limitation de la consommation, donc de la production, création d'une bulle financière.

- La limitation de la consommation entraîne la limitation de la production;
- L'augmentation des profits, dont beaucoup sont non réinvestis : en France, en 2010, ce sont 210 mds de dividendes versés par les entreprises non financières, soit 1/3 de la masse salariale ; 182 mds € d'investissements seulement : la bulle se crée ;
- Des masses de capitaux ne trouvant pas à s'investir dans l'économie réelle se tournent vers la spéculation.

Exemple les CDS (*Credit Default Swaps*), assurance contre le défaut d'un pays. Les estimations sont de 30 à 50 000 mds de dollars (100 à 150 fois le PIB de la Grèce !).

- Les banques gagnent plus en spéculant qu'en prêtant aux entreprises.
- Les entreprises doivent atteindre des taux de profit se rapprochant de ce que rapporte la spéculation, 10, 15 % ... D'où la désindustrialisation, les délocalisations, les licenciements, la souffrance au travail.
- Les grandes entreprises créent un secteur financier qui gagne plus que l'industrie.
- C'est la **financiarisation généralisée qui se termine dans la crise d'ensemble du système capitaliste.**

## L'EURO FORT AGGRAVE LA CRISE

L'euro a été institué dans des états économiquement et industriellement forts différents et dans le cadre des traités, de Maastricht à Lisbonne, de concurrence libre et non faussée de libre échange. Ce cocktail ne fonctionne pas.

Il accentue les divergences entre pays d'où le manque de coopération sur tous les plans dans l'UE : c'est dans les gènes des traités.

Pour l'Allemagne, l'euro à 1,40 \$ est sous-évalué et favorise ses exportations. Pour la France (la Grèce,...), il est surévalué, entraînant la désindustrialisation, l'effondrement du commerce extérieur (75 mds € de déficit en 2011).

Comme on ne peut pas dévaluer, **la seule variable d'ajustement, c'est les salaires, la protection sociale...**

C'est ce qui se passe : **le Ratio dette/PIB en 2010** (Eurostat) est **de 70,2 % pour l'Europe des 17** et de **85,5 % pour la zone Euro**.

## LA DETTE... ET LES CRÉANCIERS

Rappel : la dette est un transfert du débiteur vers le créancier. L'expression « on a des dettes » oublie volontairement les créanciers qui détiennent la dette.

### Origine de la dette : une accumulation de décisions politiques

**La dette, c'est le profit des banques et institutions financières.** Elles ont intérêt à ce que leurs créances augmentent. Les gouvernements s'en chargent :

- En 1973, Pompidou (ex banque Rothschild) et Giscard obligent l'État à emprunter auprès des banques. Cette loi sera généralisée dans les traités de Maastricht et suivants. Résultat : depuis 1973, on a remboursé 1973 mds € d'intérêts et la dette a augmenté de 1350 mds €. Et on nous reproche de « vivre au dessus de nos moyens » !
- Les exonérations/exemptions de cotisations sociales augmentent régulièrement (80 mds € en 2010); sans elles – ou une partie d'entre elles –, on ne parlerait pas de dette en France.
- La fiscalité des entreprises : une bonne partie des « niches » fiscales entreprises n'est pas justifiée. En 1981, l'impôt sur les sociétés était de 50 %. Aujourd'hui, Total ne paie quasiment pas d'impôt, ce qui n'empêche pas qu'il y a 5 millions de chômeurs et précaires.
- L'imposition des plus fortunés a également baissé. 40 mds € de fraude fiscale par an, 20 mds de fraude sociale, principalement des entreprises.
- Les privatisations, les partenariats public-privé, les emprunts « toxiques » qui en sont la conséquence, privent les finances publiques de ressources considérables.
- La bulle croit de façon gigantesque, la spéculation aussi.
- Par manque de pouvoir d'achat, les salariés s'endettent ; les collectivités territoriales s'endettent ; les états s'endettent. A force, on ne peut plus rembourser, ni même payer les intérêts. La crise, « systémique », est mondiale.

### DE LA CRISE À LA DETTE « SOUVERAINE »

Des banques s'effondrent. Les états (citoyens) déjà endettés les renflouent... en empruntant auprès des banques (art 123 du Traité de Lisbonne). Le sauvetage des banques et institutions financières (privées) a coûté aux états **11 900 mds \$ (OCDE)**.

Déficit zone euro : 0,6 % du PIB en 2007, 6,3 % en 2009. Ratio dette publique passé de 66,7 % à 78 %.

**Ubuesque** : Les banques exigent des états de rembourser l'argent qu'elles leur ont emprunté pour les sauver, plus les intérêts ! Nouveaux emprunts, la boule de neige grossit, devient incontrôlable.

**La politique qui crée la crise et la dette continue et même s'amplifie...** tout en imposant aux salariés et retraités de compenser par l'austérité. Même les plus libéraux reconnaissent qu'on va dans le mur. Et pourtant, ils continuent : Fillon parle des « sacrifices », de « se retrousser les manches » (les chômeurs apprécieront !).

**Il n'y aura pas de statu quo ; à nous de défendre notre modèle social.**

### Danger d'explosion des intérêts de la dette

En France : le ratio dette/PIB est passé de **64,2 % en 2007 à 86,2 % à fin juin 2011**. La dette de l'État est détenue à 66 % par des non-résidents ; 1 % de la dette est détenue directement par les ménages. Le paiement des intérêts de la dette est, avec 49 mds €, le 1<sup>er</sup> budget de l'État en 2012. Si le cadre ne change pas (Cf. audit...), il augmentera, parce que la dette augmente, parce que le taux d'intérêt des emprunts augmente rapidement : or, **+ 1 % de taux d'intérêt = 2 mds de plus par an, cumulatifs (10 mds par an la 5<sup>ème</sup> année)** : en 1 mois le taux a augmenté de 0,5 %.

## LE CHÂTEAU DE CARTES

Les pays européens, les USA, le Japon, ... ont des dettes et créances les uns vis-à-vis des autres. Vous trouverez, sur le site [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr), une infographie d'ensemble à fin juin. La France détenait plus de 900 mds € de créances nettes sur les autres pays, dont 365 sur l'Italie, 118 sur l'Espagne, 54 sur la Grèce, 19 sur le Portugal. L'Espagne détenait 62 mds de créances sur le Portugal.

Or, tous ces pays sont en difficulté, d'où le risque de contagion généralisée.

### LA CRISE, LA DETTE, L'AUSTERITÉ, CONTRE LA DÉMOCRATIE :

**M Rocard** : « Dans l'état de colère où va se trouver ce peuple, on peut douter qu'aucun gouvernement grec ne puisse tenir sans appui de l'armée. Cette réflexion triste vaut sans doute pour le Portugal et/ou l'Irlande, et/ou d'autres, plus gros. Jusqu'où ira-t-on ? »

**A ce jour, il n'y a pas de colonels, mais déjà l'extrême droite.**

Le spectacle du G20 sur le référendum en Grèce est affligeant. La composition du gouvernement grec aussi. Les électeurs socialistes du PASOK n'imaginaient sûrement pas avoir voté pour que la droite et l'extrême droite entrent dans un gouvernement dirigé par le PASOK sous les bravos de Sarkozy, Merkel, de la « troïka » (FMI, UE, BCE).

### L'Europe mise sous tutelle de la « Troïka », des « marchés »

Il ne s'agit pas fédéralisme – qui mériterait débat – mais de mise sous tutelle de la Grèce, de l'Italie, de tous les pays de la zone euro par la « troïka » - en réalité par les « marchés » - pour imposer encore plus d'austérité.

**La démocratie, la souveraineté populaire sont en danger.** Le Pacte pour l'euro plus, la « règle d'or », sont précis quant à l'éradication des modèles sociaux. La BCE assure la surveillance budgétaire, décidant de fait du budget de l'état et de la Sécurité Sociale. Deux gouvernements ont été virés, non par leur peuple, mais par la troïka, lançant un avertissement à tous.

### **Chantage et erreurs « techniques » de Standard & Poors**

**10 juin 2011** : « Si les autorités françaises ne poursuivent pas la réforme du système de retraites, ne continuent pas de modifier le système de Sécurité sociale et ne consolident pas la situation budgétaire face à la hausse des dépenses de santé et de retraites, il est peu probable que Standard & Poor's maintienne sa note AAA. »

### UN CHOIX DE SOCIÉTÉ :

- Est-ce qu'il faut « partager plus équitablement les efforts » ou « ce n'est pas aux salariés (chômeurs et retraités inclus) de payer la crise dont ils ne sont pas responsables » ?
- Faut-il augmenter significativement le SMIC, les salaires,...ou les baisser ?
- Faut-il baisser les prélèvements obligatoires, donc privatiser davantage, ou doit-on défendre et reconquérir les services publics, la protection sociale ?
- Faut-il revenir sur une bonne partie des exonérations / exemptions de cotisations sociales patronales ou les augmenter en transférant le coût sur une TVA ?
- Faut-il revenir sur une bonne partie des « niches » fiscales entreprises, se donner les moyens de lutter contre la fraude (paradis fiscaux inclus) ?
- L'augmentation de l'impôt sur le revenu touchera-t-elle les couches moyennes en cette période de baisse du pouvoir d'achat sauf pour une petite minorité ?
- Faut-il il un pôle public financier ? Quel périmètre ? Nationaliser des banques, voire des grandes entreprises, faciliterait-il une politique industrielle respectueuse de l'environnement ?
- Faut-il « rembourser la dette » ou la considérer en tout ou partie « illégitime » ?
- Faut-il monétiser la dette (planche à billets), et comment ? (la monétisation a fortiori massive, est interdite par le Traité de Lisbonne).
- Faut-il respecter, changer, ... le Traité de Lisbonne, le Pacte pour l'euro plus... ? Faut-il adopter la « règle d'or » après les élections ? Quelles propositions ?
- Faut-il sortir de l'euro ? Pour une monnaie commune ou non ?
- Doit-on poursuivre la libéralisation des échanges (Doha, bilatérales...) ou instaurer de nouvelles règles équilibrées permettant une réindustrialisation ?
- Comment maîtriser la finance, le taux de change des monnaies, arme commerciale ?

**Voilà quelques-unes des questions dans l'actualité. Elles sont liées à des choix politiques fondamentaux exigés par le caractère « systémique » de la crise. La démocratie exige qu'elles ne soient pas éludées. Il ne s'agit pas d'une question de « meilleure compétence économique pour sortir l'Europe de la crise ». IL S'AGIT DE FAIRE UN CHOIX DE SOCIÉTÉ.**

# ACTUALITÉ SOCIALE

*Dans notre bulletin d'octobre, nous vous informions de la relaxe de Gérard Filoche, inspecteur du travail depuis peu à la retraite, accusé d'entrave au fonctionnement du comité d'entreprise. Vous trouverez ci-dessous son analyse de l'affaire.*

## Relaxe !

*Par Gérard FILOCHE*

Le tribunal correctionnel m'a relaxé ce jour dans l'affaire dite Guinot. C'est évidemment une victoire juridique et politique. Pas seulement pour moi, mais pour toute l'Inspection du travail, qui, au-delà de ma modeste personne, était visée. Cela dit, ce procès n'aurait jamais dû avoir lieu. On s'interroge encore sur la combinaison entre un patron délinquant de l'entreprise Guinot, le directeur général du travail, Jean-Denis Combrexelle, qui a poussé à fond l'accusation, et le ministère de la Justice qui a relayé avec un improbable « réquisitoire supplétif » cette affaire qui aurait dû être classée sans suite dès le premier jour.

L'avocat de Guinot, M<sup>e</sup> Varaut, a annoncé son intention de faire appel : ce patron de combat, condamné un nombre incalculable de fois pour de nombreux délits, s'acharne. Pourtant la salariée concernée depuis 2003 a gagné 12 procédures sur 12 et, elle a été réintégrée en 2010 par la Cour d'appel du tribunal administratif. C'est la Cour d'appel qui, par un jugement devenu définitif, a établi que la salariée avait été discriminée, et qui a cassé les décisions de ma hiérarchie (le DDTE de Paris Ricochon, le directeur général du travail Combrexelle) et rétabli les miennes comme étant juridiquement fondées. La salariée a dû subir 7 ans de procédure à cause de la façon dont l'administration s'est montrée incompétente et de mauvaise foi, ne reconnaissant pas la validité de mes interventions et décisions. Guinot a été obligé de concéder une transaction très avantageuse pour les 7 années d'injustice vécues par cette déléguée syndicale CGT, discriminée à son retour de congé maternité. De ce côté-là, justice est faite. Pas encore suffisamment réparée cependant, car les patrons de chez Guinot ne sont pas jugés comme il l'aurait fallu, alors qu'ils ont continué d'empêcher tout fonctionnement indépendant des institutions représentatives du personnel, toute action syndicale, et, entre autres, de ne pas payer les heures supplémentaires (ils font faire 41 h à leurs salariés payés 35 h sur le bulletin de paie...)

Le parquet a établi en 2008 un « réquisitoire supplétif » commutant l'in vraisemblable plainte initiale du patron Guinot pour « chantage envers le CE » en « entrave au CE ». On se demande comment un tel réquisitoire aussi invraisemblable a pu surgir. Ou bien on ne se le demande pas, si on lit la non moins invraisemblable lettre d'accusation rédigée par Jean-Denis Combrexelle et envoyée au procureur : elle m'accuse d'avoir manqué à toute règle professionnelle, à toute déontologie, le matin du 24 juillet 2004 où j'étais pourtant venu, dans le strict cadre de mes missions, rétablir l'ordre public social dans une entreprise où une femme de retour de congé maternité était victime d'une troisième demande de licenciement montée de toute pièce, sur un complot démonté depuis, mise à pied sans salaire, discriminée et harcelée ! En fait, Combrexelle est désavoué, il a fait preuve d'incompétence en cassant mes décisions fondées, d'arbitraire politique en ne me défendant pas face à un patron délinquant, en m'accusant et en refusant de m'accorder une légitime protection fonctionnelle.

Autant que le patron Guinot, Jean-Denis Combrexelle et le procureur qui a cru bon de le suivre, doivent s'interroger sur leur propre déontologie dans cette affaire qui me persécute depuis 7 ans et me poursuit même en retraite.

J'ai une pensée pour tous mes collègues, en gagnant ce procès, j'ai le sentiment de les défendre encore dans leurs difficiles missions de faire respecter l'état de droit dans les entreprises. J'adresse un grand merci à chacun de celles et ceux qui m'ont soutenu, les 40 000 signatures de la pétition, les milliers de messages émouvants, à tous ceux qui ont eu la gentillesse et la solidarité de m'adresser des chèques de soutien bienvenus et encourageants, aux huit témoins qui sont intervenus à l'audience du 6 juillet, à ceux qui se sont déplacés au tribunal et... à tous les militants de toute la gauche qui m'ont appuyé.

*Gérard Filoche, mercredi 12 octobre 2011, 16 h*

## **Congés de maladie : haro sur les salariés !**

Le gouvernement vient de faire passer, dans le cadre du vote du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2012, un amendement visant à instaurer un délai de carence d'un jour pour les fonctionnaires et agents publics des trois fonctions publiques et d'un quatrième jour pour les salariés du privé. Entendez par là que la Sécurité sociale ne remboursera plus ni salaire ni primes correspondant au premier jour du congé de maladie pour les fonctionnaires et du quatrième jour pour les salariés. Tout cela sans la moindre concertation avec les organisations syndicales. Motif avancé : lutter contre la fraude. En réalité la fraude est très minime par rapport au nombre de congés maladie accordés. Son coût - environ 500 millions - est à rapprocher des 40 à 50 milliards détournés du budget de l'État par les entreprises. Le but en réalité est plus pernicieux. Il s'agit de « responsabiliser les salariés », autrement dit de leur faire payer leurs arrêts de travail. Certes, actuellement, dans les grandes entreprises le coût des trois premiers jours d'arrêt est compensé par l'entreprise. Il n'est pas sûr qu'il en aille de même pour le quatrième jour. Surtout, ce sont une nouvelle fois les salariés des petites et moyennes entreprises qui risquent de trinquer plein pot.

## **PSA, BNP Paribas, Société Générale : les premières charrettes de suppressions d'emplois**

Ce ne sera pas nécessairement des licenciements secs. Néanmoins, coup sur coup, ces trois multinationales ont annoncé la suppression de plusieurs centaines d'emplois en France. Il est malheureusement à craindre que ce ne soient là que des prémices et que le chômage grimpe à nouveau fortement dans les mois qui viennent.

# ACTUALITÉ SOCIALE

## Sommet européen : communiqué de Résistance Sociale

### Monsieur le Président, trop, c'est trop !

Monsieur le Président,

Nous avons pris connaissance des « principaux résultats du sommet de la zone euro » du 26 octobre qui, paraît-il, a sauvé le monde.

Nous prenons acte de la possibilité de dégager 1 000 mds € (1 000 000 000 000 €), peut-être à compléter par la même somme par « *special purpose investment vehicles* ».

1 000 mds €, c'est une somme considérable. En la supposant rapportée aux 500 millions d'Européens, ça fait 8 000 € pour une famille de 4 personnes ; 16 000 € si on la double. Et la dette va encore augmenter, alimentant la bulle spéculative.

Ce n'est pas la population qui va en bénéficier puisque vous avez longuement expliqué qu'il n'y avait pas d'argent (sic !) pour les fonctionnaires, qu'il faut couper sur les services publics, la santé, ... D'ailleurs, votre Budget n'est même pas voté que vous préparez déjà un nouveau plan d'augmentation des taxes....

Le Pacte pour l'euro plus que vous avez signé est d'ailleurs très clair : des plans de rigueur ou d'austérité qui sèment le chômage et la détresse partout en Europe.

La « nouvelle gouvernance », la surveillance budgétaire visent à les rendre contraignants quel que soit le résultat des élections. C'est une inadmissible atteinte au suffrage universel, à la démocratie, parfaitement contradictoire avec la proclamation de « préserver notre modèle social ».

Citoyens, contribuables, nous estimons être en droit de connaître la destination de ces sommes qui influent très négativement sur notre niveau de vie et celui de nos enfants et petits-enfants. Un audit est nécessaire.

Nous ne pensons pas que le « sommet » européen ait sauvé le monde ni même la France. Bien au contraire, la poursuite et l'aggravation de la politique qui a amené la crise ne peuvent que l'amplifier une nouvelle fois.

Monsieur le Président, trop, c'est trop !

**Résistance Sociale, le 28 octobre**

### Laboratoires, attention danger

Par Pierre KERDRAON

On parle beaucoup de la loi Bachelot et de ses conséquences sur les hôpitaux. Mais, jusqu'à présent, peu de personnes évoquaient une autre mesure Bachelot, tout aussi pernicieuse, prise cette fois par ordonnance, en janvier 2010, et qui pourrait bien sonner le glas pour de très nombreux laboratoires de proximité en France. En effet, sous couvert d'améliorer les performances, les laboratoires sont invités d'ici 2013 à adopter des normes drastiques et à s'équiper en matériels coûteux que beaucoup n'ont pas les moyens d'acquérir. Seule solution pour éviter la fermeture : se regrouper à deux ou plusieurs ou se faire racheter par une multinationale comme la Générale de Santé. Malgré tout, beaucoup d'hôpitaux vont devoir fermer leurs laboratoires et, dans certains départements, il n'en restera plus qu'un ou deux. Par ailleurs, les laboratoires devront se porter garants des préleveurs. Conséquence : seules les infirmières rattachées à un laboratoire certifié pourront faire des

prises de sang et elles ne pourront plus les faire à domicile. Résultat : les patients, même malades, devront se déplacer parfois loin de leur domicile, notamment en cas d'examen particulier, nécessitant un grand plateau technique.

Quant aux résultats des analyses, on devine qu'ils ne seront pas disponibles aussi rapidement qu'aujourd'hui, éloignement oblige.

Conséquence : beaucoup de malades, y compris à l'hôpital, risquent d'attendre un certain temps avant de pouvoir être soignés. On tremble déjà à l'idée des conséquences que cela pourrait avoir en cas d'épidémie. Mais qu'importe pour ce gouvernement dès lors que ça profite aux multinationales et aux amis du frère Guillaume. La santé, c'est leur business, n'est-ce pas ?

**Pour signer la pétition, rendez-vous sur le site : <http://www.toucheapasamonlabo.com/php/index.php>**

### Chirurgie cardiaque à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil : une victoire bien méritée

Après des mois de lutte de l'Intersyndicale CFDT-CGT-SUD, des représentants des usagers, des professionnels de l'Hôpital, des universitaires, enseignants et étudiants, des élu-es, regroupés au sein de la Coordination pour la défense du service de chirurgie cardiaque de Mondor et la diffusion d'une pétition qui a réuni plus de 100 000 signatures, Xavier Bertrand vient d'annoncer à l'Assemblée nationale le maintien définitif du service de chirurgie cardiaque du groupe hospitalier Henri-Mondor.

C'est une belle victoire pour toutes celles et tous ceux qui se sont engagés dans ce combat et un encouragement pour toutes celles et tous ceux qui luttent pour le maintien des hôpitaux de proximité et de leurs services chirurgicaux.

# COUP DE GUEULE

## Et vous, Monsieur Fillon, si on vous mettait en retraite d'office ?

Par Yves MESCOFF

Dernière trouvaille du chef du gouvernement : aligner la France sur l'Allemagne en matière de retraite. Autrement dit, faire passer l'âge de départ en retraite à 67 ans !

Est-ce que, par hasard, l'espérance de vie des Françaises et des Français aurait fait un bon spectacle pour justifier ce nouveau recul ? Non, hélas ! Cette nouvelle proposition de Fillon démontre d'ailleurs le peu de crédibilité de cet argument, malheureusement aussi repris par certains leaders de gauche.

Non, la réalité c'est qu'en allongeant l'âge de départ pour avoir une retraite à taux plein, on réalise de substantielles économies, puisque beaucoup de salariés – et surtout de salariées – n'atteindront jamais cet âge pour sortir du marché du travail. Soit qu'ils auront été remerciés bien avant par leur entreprise et auront été versés dans la catégorie des chômeurs de longue durée, dont on a guère de chance de sortir quand on a plus de 55 ans. Soit tout simplement qu'ils seront morts avant !

Vous remarquerez d'ailleurs que cette proposition de Fillon ne s'accompagne de l'annonce d'aucune mesure visant à obliger enfin les entreprises à conserver leurs salariés au-delà de 50 ou de 55 ans. Depuis la dernière loi sur les retraites, la proportion de salariés âgés de plus de 55 ans (soit moins d'un salarié sur deux) n'a pourtant quasiment pas varié.

Et puis, franchement, qui a envie d'attendre 67 ans pour partir en retraite ? Les sénateurs qui dorment pendant les séances dans leur beau fauteuil doré ? Les chefs d'entreprises qui se contentent de participer aux différents conseils d'administration dont ils sont membres pour obtenir les jetons de présence leur assurant un pécule substantiel ?

La vérité, c'est qu'une grande majorité de salariés est usée avant même d'avoir atteint l'âge de 60 ans qui devra de nouveau être l'âge légal, fut-ce au prix de nouvelles batailles dans la rue.

Tout comme les plans d'austérité qui étranglent les peuples, au nom de l'équilibre budgétaire, cette proposition de Fillon s'inscrit dans un plan d'ensemble visant à satisfaire les nouveaux rentiers que sont les actionnaires. Ceux-ci rêvent d'un retour au temps des marquis et des marquises, qui dépensaient sans compter pendant que les peuples crevaient de faim.

Et bien non, désolé, les salariés veulent vivre au 21<sup>ème</sup> siècle, pas au 18<sup>ème</sup>, avant la Révolution Française. Il est temps de retrouver le chemin du progrès et de la justice sociale, même s'il faut pour cela couper des têtes et assainir notre pays en renvoyant à Coblenz ceux qui s'enrichissent aux dépens du peuple.

## VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication  
de RESO, association loi 1901

**Siège social :**

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

**Site Internet :** [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
Courriel : [webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)

Présidente de RESO et directrice  
de la publication :

**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi ..... exemplaires  
par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)